

Nouvelles locales du mardi 02 décembre 2014

@rib News, 02/12/2014 ĩ Education - Début ce mardi d une réunion des  tats généraux de l ducation. Lors de l ouverture de cette dernière, le président de la République a demandé   tous les concernés par ce domaine tout faire pour soutenir le processus de scolarisation gratuite des enfants ainsi que l cole fondamentale. Selon Pierre Nkurunziza, ces systèmes sont venus pour augmenter les effectifs des élèves qui fréquentent l cole, du primaire   l Universit , et partant   accroître le taux de scolarisation. Il a remercié les personnes privées qui se sont investies que les objectifs du millénaire pour le développement en cette matière soient atteints étant donné que désormais, les enseignements tiennent compte des besoins techniques de la population. [bonesha/rtnb/isanganiro/rtr]

- Pourtant, les syndicats des enseignants de l cole primaire et secondaire ne le con soient pas de cette même fa son. En effet, le président du syndicat CONAPES trouve certes que ces réformes ont contribué   l accroissement effectifs en classe. Mais, Emmanuel Mashandari constate que rien n a   fait pour que les enseignants puissent avoir un effectif raisonnable d l ves   enseigner. Il trouve que c est bien que ces élèves soient formés mais trouve qu'ils pourront pas affronter sur le marché du travail les autres candidats de la communauté est-africaine étant donné que le niveau des burundais est bas par rapport aux autres de cette sous région. Il demande donc au gouvernement de tout faire pour que les enseignants ne soient pas surchargés dans les salles de classe et qu'ils soient bien traités pour diminuer le sentiment de rancœur qui pourrait envahir leurs esprits suite au mauvais traitement financier dont ils sont victimes. [bonesha/rtr/rtnb/isanganiro/rpa] ĩ Politique - Une réunion a été tenue ce lundi soir entre la CENI, le gouvernement et les partis politiques en présence des organisations de la société civile burundaise, pour évaluer l d veloppement de l op ration d enr lement des électeurs qui se déroule depuis plus d une semaine. Le CENI a indiqué que jusqu au 30 novembre, plus d 1.700.000 personnes avaient déjà pris l inscription soit 42% attendu qui s value   plus de 4.200.000 personnes. Pourtant, les partis politiques de l opposition ont constaté qu'un effectif des personnes attendues est fausse du moment que les cartes nationales d identit  continuent d  tre distribuées aux seuls militants du CNDD-FDD et cela dans la clandestinité. Ils dénoncent également le fait que la CENI ne veut pas écouter les critiques et conseils lui prodigués par les différents intervenants. De même que les représentants de la société civile burundaise, ces politiciens de l opposition demandent que les opérations d enr lement soient suspens afin que tous les concernés se concertent dans le but de trouver une solution durable   tous les problèmes déjà identifiés jusqu  présent. Mais, le président de la CENI a assuré que cette question doit être étudiée minutieusement qu une réponse sera donnée. Quant au ministre Nduwimana, il a affirmé que ces critiques sont partiellement fondées en admettant qu il y a des failles dans la distribution de la carte nationale d identit  et qu un petit effectif néglige ces cartes ne remplit pas les normes légales. [bonesha/rtr/rtnb/isanganiro/rpa]

- La Coalition de la Société civile pour le Monitoring des Elections (COSOME) estime que le ministre de l int rieur de même que la CENI ne devraient pas prendre   la légère les critiques déjà émises contre le déroulement de l op ration d enr lement des électeurs soulevées par certains politiciens et organisations de la société civile. Selon la présidente de cette coalition, il est fort remarquable qu il y a un certain malaise de la part des ceux qui émettent ces critiques et d autre part, une situation qui ne donne pas de valeur aux critiques du côté de la CENI et du ministre de l int rieur. Justine Nkurunziza trouve pourtant qu il y a des comportements que nous adoptons et qui sont nuisibles   notre futur et constate que ces comportements devraient être bannis. Elle demande ainsi que les irrégularités déjà constatées soient corrigées et demande aussi   la population en âge de voter d aller se faire enrôler afin d avoir une opportunité de mettre en œuvre son droit de vote. [isanganiro]

- C est le même son de cloche chez l ancien président de la République du Burundi Sylvestre Ntibantunganya. En effet, il estime que la CENI et le ministère de l int rieur prennent   la légère les critiques émises par les partis politiques de l opposition de même que certaines organisations de la société civile burundaise. Selon ce Sénateur   vie, personne ne peut ne pas avoir des inquiétudes face aux critiques émises qui ne sont pas prises en considération par la CENI et le ministère de l int rieur. Il trouve étonnant le fait que des cartes d identit  sont distribuées ici et là dans le désordre et qu il n  a pas de moindre petit doigt pour dénoncer cela de la part de ceux qui devraient faire. Il constate que ceux qui font cela ont soit l objectif de frauder les élections soit celui de les perturber. Il interpelle le procureur général de la République d agir pour punir les personnes impliquées dans ces opérations illégales. Il demande aussi   la CENI d  tre flexible et perméable et au ministre de l int rieur de tout faire pour apaiser la situation. [bonesha/rtr/rtnb/isanganiro/rpa]

- Un expert en processus électoral estime que le processus électoral a déjà fait apparaître des failles considérables du moment que la distribution de la carte nationale d identit  suit un désordre remarqué et avéré. Donatien Ndayisaba estime que ces fautes sont généralement gérées par la CENI et la justice pour punir chacun en ce qui le concerne. Il trouve qu il s agit plutôt d une question épineuse   laquelle il faut penser d'apporter une solution durable et cela dans les meilleurs délais étant donné que tout le monde s accorde pour dire qu'il faut la corriger. Il trouve également qu il est prévisible qu il y a des personnes qui ont planifié la fraude dans ces élections. Il demande que cela cesse afin d  pargner le pays des conséquences néfastes de cette situation. [bonesha/isanganiro/rpa]

  Sécurité - La police nationale du Burundi a encerc  ce mardi matin une maison se trouvant dans le secteur Bumwe de la commune urbaine de Buterere suite   des informations faisant état d armes qui y seraient cachées et qui appartiendraient   l ancien patron du service national de renseignement le Général Adolphe Nshimirimana. Pourtant, il n  a pas eu de fouille perquisition de cette maison puisque le chargé de la Sécurité intérieure au sein du service national de renseignement est venu et a affirmé que cette maison appartient   ce service et qu elle contient du matériel de ce même service. L ancien gouverneur de la province de Karusi a aussi confisqué une caméra de journalistes de la radio télévision renaissance   qui il a interdit de prendre des images. Sylvestre Ndayizeye a affirmé ainsi que cette maison est même gard e par des éléments de la police nationale. Pourtant, le président de l APRODH qui avait fournie   la police cette information indique que cette maison appartient   ce haut grad  de la police et qu il est incompréhensible que la police n  a pas pu faire son travail. Pierre Claver Mbonimpa espère pourtant que

armes ne seront pas utilisées pour des int r ats privés. [bonesha/rtr/rtnb/isanganiro/rpa]  